

Dossier

Deux décennies après le pire accident de l'histoire du nucléaire civil, une bataille fait rage autour du vrai bilan sanitaire et des responsabilités. En France, alors qu'une grande manifestation antinucléaire se tient à Cherbourg les 15 et 16 avril, la justice pourrait désormais incriminer des personnes pour désinformation à la suite du passage du fameux nuage radioactif.

TCHERNOBYL

Vingt ans après, l'impossible vérité

UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

C'est le propre des mythes, l'histoire commence par « il était une fois ». Pour Tchernobyl : « Le 26 avril 1986, à 1 h 23 min 40 s, le réacteur n° 4 de la centrale nucléaire explose. » Une précision acérée, qui donne à cet événement impensable l'épaisseur d'une déflagration irréversible, et inaltérable. Bombe nucléaire subreptice, Tchernobyl symbolise pour toujours la puissance maléfique de l'atome, rejoignant, par cette tragédie civile, la monstrueuse expérience militaire d'Hiroshima.

Si l'on en parle encore en 2006, ce n'est pas uniquement au titre des commémorations. Vingt ans après la volatilisation du réacteur ukrainien, la vérité est encore loin d'être établie dans de nombreux domaines.

Alors que le réacteur tournait à puissance très réduite, quel phénomène exact est-il à l'origine de l'accident ? Est-il intrinsèque à la physique atomique ? Questions peu anodines : d'après des scientifiques soviétiques, on a frôlé l'apocalypse en Europe. La fournaise du réacteur n° 4 aurait pu déclencher l'explosion des trois autres réacteurs de Tchernobyl... Les zéloteurs du nucléaire chargent systématiquement une administration soviétique dont les fautes, voire les incompétences, ont été démontrées, mettant en évidence un mélange d'erreurs « humaines » mais aussi « technologiques », avec l'adoption d'une technologie « RBMK » à la fiabilité douteuse (il reste encore une demi-douzaine de réacteurs de ce type en service dans l'ex-bloc de l'Est). Ces arguments n'apportent cependant pas de réponse à l'interrogation majeure. Le mystère du mécanisme physique qui a

débouché sur l'échec majeur de l'industrie nucléaire civile n'est toujours pas élucidé. Il n'existe, à ce jour, que des hypothèses.

Quelle vérité sur la contamination ? En survolant l'Europe, le nuage de poussières radioactives a disséminé son rayonnement pendant des jours au gré des vents et des pluies. Dans le climat de stupéfaction et d'impréparation qui a suivi la catastrophe, les populations les plus touchées, autour de la centrale et en Biélorussie surtout, ont subi, dans un dénuement total de



Sur la tombe d'un pompier, irradié à Tchernobyl.

protection, les ordres les plus contradictoires, entre évacuations et retours. Dans les mois qui suivirent, c'est une cohorte de près d'un million de « liquidateurs » – chargés de nettoyer le site – qui s'est trouvée exposée aux radiations. Et ce, sans que les autorités de l'époque ne possèdent d'information fiables concernant leur nombre exact ou leur degré d'irradiation. Combien de cancers, d'affections cardiovasculaires ou d'anémies ? Combien de morts ? Il y a quelques mois encore, la version officielle internationale, retenant uniquement les décès dits « directs » (irradiations aiguës, ensevelissement sous les décombres, etc.), ne reconnaissait que 39 victimes. Mais, à l'autre bout de la fourchette, des médecins avancent le nombre de 100 000 morts !

Un gouffre obscène qui révèle bien plus que des divergences comptables.

Car, depuis longtemps, l'affaire Tchernobyl est tout sauf la tare exclusive d'un régime autoritaire et finissant. L'État français, niant l'évidence d'une contamination réelle de son territoire, à des niveaux parfois importants, est partie prenante de quelques beaux mensonges. Plus largement, c'est la communauté nucléaire internationale qui a depuis longtemps pris le relais des autorités locales dans la gestion de larges pans de l'héritage de Tchernobyl. Au-delà des programmes d'aide, on a ainsi vu l'Europe monnayer à l'Ukraine la fermeture définitive des trois derniers réacteurs de la centrale maudite, en 2000. Des instituts nucléaires étrangers, en France notamment, ont élaboré des programmes de



Pâques à Cherbourg

Pari osé, mais en passe d'être tenu pour les militants antinucléaires français. Entre 10 000 et 20 000 personnes sont attendues à Cherbourg les 15 et 16 avril pour le grand rassemblement de contestation de l'année. Vingt ans après Tchernobyl, la bannière commune est « non à l'EPR », le nouveau prototype de réacteur nucléaire qui devrait être construit à Flamanville, près de Cherbourg, préfigurant une relance nationale et internationale du nucléaire civil. Deux jours de forums, avec projections, concerts et autres événements festifs, une manifestation internationale (samedi 15 à 14 h, quai Lawton-Collins), un appel à signer, etc. Informations : 02 33 88 09 06, www.stop-epr.org

recherche visant à définir dans quelles conditions il était possible de vivre en zone contaminée.

En septembre dernier, l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (AIEA), s'appuyant sur un rapport du « Forum Tchernobyl » (panel scientifique international), provoquait des tollés en décrétant les conclusions « définitives » de l'accident. Soit un total de 4 000 morts à terme ; 4 000 enfants atteints de cancers de la thyroïde, et autant dans les prochaines années ; 350 000 personnes évacuées dans la région de la centrale et 5 millions de personnes, en Biélorussie, Russie et Ukraine, vivant actuellement dans des zones contaminées. Des chiffres contestés par des associations de malades, d'écologistes ou des scientifiques pour leur bienveillance, et interprétés comme une tentative supplémentaire de renvoyer Tchernobyl au passé. En tout cas d'en réduire le bilan.

L'enjeu est d'une brûlante actualité. En effet, des États-Unis à l'Europe, de la Chine à l'Inde, des industriels et des politiques, opportunément travestis des habits de la lutte contre le dérèglement climatique et la dépendance au pétrole, appellent à la reprise généralisée des programmes nucléaires civils. En France, craignant un déferlement médiatique défavorable à l'occasion de ce vingtième anniversaire, un Collectif « vérité Tchernobyl », composé de hauts cadres du nucléaire et de scientifiques, a lancé une campagne pour tenter d'imposer aux médias une « information équilibrée ». Avec l'objectif, notamment, de sauver la cause d'un des leurs, le soldat Pierre Pellerin, très critiqué pour avoir mené la désinformation dans les jours qui suivirent la catastrophe, alors même qu'une instruction judiciaire concernant la responsabilité des pouvoirs publics français au lendemain du 26 avril 1986 arrive à son terme.

PATRICK PIRO

Combien de cancers, d'affections cardiovasculaires ou d'anémies ? Combien de morts ? Il y a quelques mois encore, la version officielle internationale ne reconnaissait que 39 victimes. Mais des médecins avancent le nombre de 100 000 morts ! Un gouffre obscène qui révèle bien plus que des divergences comptables.



Les trouées dans les forêts servent à empêcher la propagation des incendies, donc d'éléments radioactifs.

Zone interdite

L'historienne Galia Ackerman était récemment à Tchernobyl. Elle témoigne d'une vie dangereusement « normale ».

Peu de gens le savent, mais le nom de Tchernobyl était déjà attribué un bon millier d'années avant la construction de la centrale nucléaire. Il désignait alors une ville fortifiée au bord de la rivière Pripiat, à plus de cent kilomètres de Kiev. Lorsque la décision fut prise, en 1971, de construire une centrale, à 17 kilomètres de ce site, elle reçut le nom de Tchernobyl alors que la ville nouvelle, construite en même temps, fut baptisée Pripiat. Le 26 avril 1986, jour de l'accident, Pripiat comptait 47 000 habitants, Tchernobyl 15 000, et il y avait près de 60 000 personnes disséminées dans deux cents villages sur un rayon de quelques dizaines de kilomètres alentour. Quant à la centrale, la plus puissante d'URSS, elle contenait quatre réacteurs en activité d'une puissance totale de 4 000 mégawatts, et deux en construction.

Cette idyllique contrée vallonnée, avec ses rivières et ses ruisseaux, ses forêts et ses champs, ne sera plus jamais habitée. Pripiat, située à deux kilomètres de la centrale, fut évacuée le 27 avril 1986. Début mai, vint le tour de la ville de Tchernobyl et de certains villages environnants. D'autres seront vidés ensuite, parfois deux ans plus tard. Autour de la centrale, un secteur d'un rayon de trente kilomètres a été entouré de barbelés. Baptisé « Zone d'aliénation » côté ukrainien, il reçut, côté biélorusse, le nom cocasse de « réserve radio-écologique ». Cette zone interdite de près de 2 000 km² se trouve au centre d'un vaste Tchernobyl-land qui comprend trois autres zones concentriques : celle du « relogement obligatoire », celle du « relogement volontaire » et, enfin, un périmètre « sous contrôle radiologique ». Aujourd'hui, près de neuf millions de personnes, dont plus de deux millions d'enfants, vivent dans 14 000 localités au cœur de cet espace contaminé, essen-

tiellement au césium-137, mais aussi au strontium et, par endroits, au plutonium (1). Grand comme un quart de la France, ce pays du mal-vivre s'étend notamment en territoire biélorusse et, dans une moindre mesure, en Ukraine et en Russie.

On vit donc en « zone interdite »... On peut même la visiter. Ce qui surprend la première fois, c'est que le site de la centrale grouille de gens. De même, la ville de Tchernobyl, capitale de ce micro-État singulier où siège « l'administration de la zone ». Celle-ci comprend un pôle industriel, qui s'occupe de la maintenance de la centrale (définitivement arrêtée en décembre 2000), de la décontamination des débris métalliques infestés par les radionucléides, et de la gestion des 800 sites de stockage de déchets nucléaires et de la construction des prochains. Un pôle scientifique, chargé de l'observation studieuse du comportement du réacteur explosé enfoui sous son sarcophage, mais aussi des plantes et des animaux soumis à un tel arrosage nucléaire. Un pôle d'exploitations forestières, responsable de la surveillance des forêts et de la création de trouées pour empêcher d'éventuels incendies de propager des radionucléides dans l'air. Et un pôle de services aquatiques, qui surveillent des centaines de digues, de filtres et autres subterfuges visant à empêcher la pénétration des radionucléides dans la nappe phréatique. Pripiat est un affluent du Dnièpr, le plus grand fleuve d'Ukraine, qui se jette dans la mer Noire ! Autant d'occupations funestes qui nécessitent la présence de milliers de personnes. Dans la zone interdite, seule Pripiat, lourdement contaminée au plutonium, correspond aux clichés : une cité totalement abandonnée, avec son asphalte fissuré, ses rues en proie à une végétation luxuriante, et ses immeubles aux fenêtres béantes. Tchernobyl, elle, n'est ni vraiment morte ni vraiment



PHOTOS GALIA ACKERMAN



Vladimir Ivanovitch (à gauche), militaire à la retraite, travaille dans la zone interdite pour aider sa famille. Mesure de la radioactivité dans le sol de la zone interdite.

vivante. Après plusieurs séjours, je commence à bien la connaître. Il y a l'immeuble de l'administration de la zone, devant lequel une statue de Lénine tend toujours le bras en direction d'un avenir radieux, désormais irradié. La bâtisse de l'unique club, fermé depuis juin 1987 après le procès des responsables de la centrale qui se déroula dans une ville vide, interdite aux journalistes et aux badauds. Le cinéma, transformé en un gigantesque hangar où une équipe d'ethnographes suicidaires, soucieux de préserver des traditions paysannes, ont rassemblé des séries d'objets. Il y a une église clinquante, restaurée pour satisfaire le besoin de réconfort des intermittents de la zone. Un cimetière, fréquenté une fois l'an par une foule d'évacués visitant leurs ancêtres. Et une imprimerie, où deux vieux typographes font encore tourner des presses archaïques pour leur commanditaire, le ministère des Situations d'urgence.

Si la plupart des maisons sont abandonnées et en ruine, quelques-unes, encore habitées par une centaine d'obstinés qui ont refusé de partir, arborent fièrement des géraniums sur les rebords de fenêtres. Des immeubles délaissés montrent parfois des signes d'occupation – rideaux, corde à linge, ampoule allumée. Pour la première fois, j'ai pu pénétrer dans l'un de ces appartements. Là vit par intermittence, comme d'autres travailleurs d'ailleurs, le lieutenant-colonel des services de sécurité : Vladimir Ivanovitch, un homme doux d'une cinquantaine d'années, plein de bienveillance et de curiosité, qui m'accompagne dans cette zone où un étranger ne peut pénétrer seul. Vladimir Ivanovitch habite ici quatre jours par semaine, puis il rejoint sa femme et sa fille à Kiev. Style soviétique typique : deux pièces isolées, petite cuisine, salle de bain et W.-C. Des tenues de camouflage pendent dans le couloir : le logis est partagé par quatre hommes. Le papier peint est crasseux, le parquet défoncé, les meubles restés après l'évacuation des propriétaires sont cassés, la gazinière n'a plus de robinets, la chasse d'eau ne fonctionne pas.

Mais personne ne pense à améliorer son quotidien : les meubles entrés en zone interdite ne pourront pas être réexpédiés à l'extérieur, alors pourquoi investir ici ? Les personnels sont nourris à la cantine locale avec des aliments provenant de Kiev. « Ah, parfois, on a envie d'une petite pâtisserie... », reconnaît Vladimir Ivanovitch. Il me montre un petit réchaud électrique crasseux, pour cuisiner des champignons cueillis dans les forêts environnantes ou des poissons pêchés dans le canal de refroidissement de la centrale, où les silures atteignent la taille de petits cétaqués. « Ce n'est pas trop dangereux, si l'on trempe les champignons dans l'eau et si on enlève la tête et les arêtes du poisson, où se loge le césium. Chère Galia, comment ne pas profiter de cette belle nature ? », me demande-t-il avec un petit sourire coupable. Dans un buffet délabré, il ouvre, admiratif, un tiroir : « Tchernobyl a un microclimat très particulier, même des noix y poussent. » Sa cure person-

nelle ? Des glaçons décongelés. « Toutes les impuretés tombent au fond, il ne reste qu'une eau purifiante », explique-t-il. Dehors, les rues sont pleines. De femmes et de jeunes surtout. La plupart semblent pressés : c'est jeudi, jour des départs en week-end. Qu'est-ce qui les pousse à venir travailler ici ? Pour Vladimir Ivanovitch, qui est retraité, c'est la nécessité de payer les études supérieures de sa fille. Pour d'autres, c'est faute d'avoir pu trouver du travail ailleurs. Avant de sortir de la zone, nous passons sur le « fauteuil », au service sanitaire de la centrale, un appareil qui mesure le césium-137 accumulé dans le corps. Quand le colonel passe, l'indicateur vire au rouge : « Ce n'est rien, sourit-il, l'été dernier, j'avais deux fois plus, on se gavait de poisson. » Que Dieu vous protège, Vladimir Ivanovitch !

G. A.
(1) Élément dont la radioactivité, très forte, ne décroît de moitié qu'au bout de... 24 000 ans !

Vladimir Ivanovitch montre un petit réchaud crasseux où il cuisine des champignons cueillis dans les forêts environnantes ou des poissons pêchés dans le canal de refroidissement de la centrale.

Mémoire de Tchernobyl

Galia Ackerman, historienne, essayiste et journaliste, est au cœur de plusieurs événements médiatiques commémorant le 20^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Commissaire d'une importante exposition, « Il était une fois Tchernobyl » (1), présentant pour la première fois l'histoire de Tchernobyl à travers de nombreux objets et images originaux, elle est aussi l'auteur de *Tchernobyl, retour sur un désastre* (2), récit précis et terrible de la catastrophe et de ses conséquences jusqu'à l'effondrement de l'URSS. C'est encore un travail de recherche et de mémoire qu'elle a mené pour la valorisation (rédaction des légendes) du travail unique et pétrifiant de « l'homme légendaire », le photographe Igor Kostine. Pendant vingt ans, il a mis cette histoire en images, qui sont enfin rassemblées dans un document, *Tchernobyl, confession d'un reporter* (3). Avec les chercheurs Guillaume Grandazzi et Frédéric Lemarchand, Galia Ackerman a codirigé la version enrichie et actualisée des *Silences de Tchernobyl* (4), un ouvrage important et dérangeant où une vingtaine d'auteurs cernent les implications politiques, sanitaires et sociales de la catastrophe. Elle est aussi la traductrice de *la Supplication*, stèle littéraire exceptionnelle et incontournable dressée à la mémoire des victimes de Tchernobyl par Svetlana Alexievitch (5), une écrivaine biélorusse dissidente.

- P. P.
(1) Au Centre de culture contemporaine de Barcelone, 16 mai-8 octobre.
(2) Buchet-Chastel, 162 p., 14 euros.
(3) Les Arènes, 240 p., 34,80 euros.
(4) Autrement, 211 p., 19 euros. (5) JC Lattès, 1999, 267 p., 18,14 euros.
(5) JC Lattès, 1999, 267 p., 18,14 euros.

Brouillard sur le territoire

Que ce soit sur le plan scientifique ou sanitaire, la polémique sur les conséquences en France de la catastrophe de Tchernobyl est loin d'être close.

À bout de vingt ans, en France, à 2 000 kilomètres de la centrale ukrainienne, on aurait pu croire les cendres de Tchernobyl refroidies. Il n'en est rien. Et l'on pourrait voir prononcer, d'ici à quelques semaines, les premières mises en examen françaises liées à la catastrophe. C'est devenu une blague éculée : par la grâce d'un anticyclone opportun, le nuage radioactif se serait arrêté aux frontières de l'Hexagone. Tel est, en substance, le message diffusé par les autorités dans les jours qui suivent l'accident du 26 avril 1986. Aucune mesure de protection sanitaire n'est donc jugée nécessaire pour atténuer la contamination engendrée par le nuage radioactif qui a bel et bien survolé le pays. En 2006, l'épisode n'est pas oublié, et ses conséquences font toujours débat. Sur le terrain scientifique, d'abord. L'ineptie des valeurs officielles de contamination du territoire, dont la cartographie est incohérente avec celle des pays voisins, a longtemps ridiculisé la France à l'étranger. Les documents mensongers publiés dans les jours qui ont suivi la catastrophe sont même à l'origine de la création de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Crii-rad).

Celle-ci n'aura de cesse d'illustrer l'inexactitude des données communiquées à la population, analyses scientifiques à l'appui. En 2002, la Crii-rad publie son propre atlas de la France contaminée. Un organisme officiel comme l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) finit par lui accorder un certain crédit : oui, la France a été contaminée. Et même si les moyennes sont faibles, certains territoires ont pu concentrer, comme ce fut le cas en Corse, des doses importantes de radioactivité. Le débat se poursuit sur le plan sanitaire. L'exposition à la radioactivité favorise le développement de maladies thyroïdiennes, on le constate clairement en Biélorussie, pays qui a reçu 70 % des retombées du nuage de Tchernobyl. Ces maladies peuvent sommeiller quinze à vingt ans avant de se déclarer. Or, leur fréquence a considérablement augmenté en France au cours de la décennie précédente. L'amélioration des diagnostics n'explique qu'en partie cette explosion. En 1999, six malades, en réaction au silence qui entoure ces pathologies, créent l'Association française des malades de la thyroïde (AFMT). Très vite, ses membres croient en un possible lien de causalité entre leurs maladies et l'accident nucléaire. Début 2001, plus de 500 d'entre eux portent plainte contre X. En décembre 2005, un rapport d'expertise,

demandé au physicien Paul Genty et au vétérinaire Gilbert Mouthon par la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geoffroy, livre des conclusions sans appel, en particulier pour le Service central de protection contre les rayons ionisants (SCPRI) de l'époque, dirigé par le professeur Pierre Pellerin. Pas de révélations fracassantes pour le milieu des initiés – qui sait à quoi s'en tenir depuis longtemps – mais la reconnaissance par écrit, dans une première expertise officielle, d'éléments accablants pour les pouvoirs publics. « Il apparaît clairement que le SCPRI a eu connaissance très rapidement de toutes les données précises de son réseau et de celles qu'il avait demandées d'urgence à différents organismes concernant la contamination radioactive de la France », affirme l'expertise. Or, « la restitution par le SCPRI de ces informations aussi bien aux autorités décisionnaires qu'au public n'a été ni complète ni précise, et certaines valeurs ont été occultées ». Ses auteurs pointent « la présence d'isotopes radioactifs dangereux [...] masquée aux autorités décisionnaires et au public ». Concernant les mesures de la radioactivité, des documents saisis montrent « comment ont été imposées [...] des valeurs soit partielles, soit moyennes, ce qui a entraîné la publication de cartes erronées ». Alors qu'en certains endroits la contamination « pourrait être semblable à celle de certains territoires proches de Tchernobyl ». Selon Bernard Fau, l'un des avocats des parties civiles, il y a là de quoi déclencher rapidement des mises en examen. Quant au lien de causalité entre la catastrophe de Tchernobyl et le développement des maladies thyroïdiennes, « il va être extrêmement délicat à prouver sur le strict plan scientifique », estime Jacques Guillet, chef du service biophysique et médecine nucléaire de l'hôpital Saint-Esprit d'Agen, du fait, notamment, de la difficulté de reconstituer les niveaux d'irradiation de l'époque.

Pour les besoins de l'instruction, une étude épidémiologique actuellement en cours dans treize villages corses particulièrement touchés – par le nombre de malades et la contamination – tente précisément d'en savoir plus. Elle pourrait livrer des éléments de corrélation inédits entre Tchernobyl et la hausse de maladies thyroïdiennes. Cependant, il n'est pas certain que l'on pourra un jour aller plus loin. « On n'est pas capable de déterminer l'origine d'un cancer avec exactitude, ce qui pose le problème de l'identification de victimes avec certitude », relève Roland Desbordes, président de la Crii-rad. Certains malades n'ont pas ces doutes. Chantal Lhoir, coprésidente fondatrice de l'AFMT (3 800 membres), accuse l'État, par ses silences et omissions coupables, d'être responsable, d'une catastrophe sanitaire.

XAVIER FRISON ET PATRICK PIRO

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

des livres sur les nouvelles démarches citoyennes

100 propositions du Forum social mondial

100 propositions du Forum social mondial

Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë

Volontaire en ONG, l'aventure ambiguë

parier pour la paix

Parier pour la paix

et toujours

www.eclm.fr retrouvez nos 300 titres

ouvrages disponibles en librairie ou à défaut contactez-nous :

ECLM 38, rue Saint Sabin, 75011 Paris

diffusion@eclm.fr Téléphone et fax : 01 48 06 48 86

JEUDI 13 AVRIL 2006, Politis, 13

Compteurs affolés

Journaliste spécialiste des questions d'environnement, Claude Boris, s'est rendu plusieurs fois à Tchernobyl et a enquêté sur les chiffres de la catastrophe. Selon lui, la moindre donnée sanitaire concernant l'accident est sujette à caution.

En 1996, lors d'un reportage dans la « zone interdite » de Tchernobyl, j'avais mesuré la radioactivité près de la porte fermant la courte route menant au « sarcophage », le cercueil du réacteur sinistré. Le compteur Geiger indiquait 0,45 rem de dose de radioactivité absorbée (1). Expérience renouvelée le 29 mars dernier, exactement au même endroit, avec le même appareil : 0,80 rem. Quasiment le double, preuve que les fuites continuent. Quelques minutes plus tard, le directeur adjoint de la centrale bafouille avant de parler d'erreur, d'une saute de vent ou de travaux en cours. Il n'y avait pourtant personne sur le sarcophage...

Après avoir circulé pendant deux jours dans la zone d'exclusion, mon dosimètre indique 35 microsieverts, la nouvelle unité internationale de mesure de débit de dose reçue. Sans entrer dans les détails, il suffit de savoir que la dose maximale autorisée pour des habitants et des travailleurs est de 1 000 microsieverts par an ; si j'avais été résident de la zone, je n'aurais donc pu y séjourner que cinquante-six jours avant d'exposer sérieusement ma santé. Or, des Ukrainiens y travaillent onze mois par an, cinq jours par semaine, et une bonne partie d'entre eux circulent dans des zones bien plus radioactives que celle que j'ai parcourue.

Voilà qui illustre les nombreuses controverses et incertitudes qui perdurent, vingt ans après l'accident. Qu'il s'agisse de la santé des 3 500 salariés qui travaillent sur place, de la tenancière de cantine aux ingénieurs ; de la santé et de la mortalité des « liquidateurs » qui ont courageusement limité les conséquences de la catastrophe pendant des mois ; de la santé des Ukrainiens vivant à proximité des aires encore irradiées. Qu'il s'agisse des contradictions qui agitent le monde des nucléocrates ukrainiens et européens ; ou de l'état du sarcophage – l'évolution de la mesure des radiations effectuée hors contrôle des autorités tend à prouver que ses fissures se sont plutôt agrandies. Il reste difficile de connaître les rejets actuels dans une région où les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes, en vingt ans, n'ont même pas réussi à produire des cartes de contamination (passée et actuelle) à la même échelle.

Tordons cependant le cou à certaines rumeurs : il n'a pas été constaté, dans les zones contaminées, de taux anormal de malformation des nouveau-nés. Ce taux est identique à celui du reste de l'Europe. Même observation pour les animaux domestiques ou sauvages.

En revanche, le nombre des cancers, des leucémies, des affections cardio-vasculaires et des anémies ou des faiblesses inexplicables est en constante et anormale progression. Pour l'Ukraine, seul pays où les chiffres sont à peu près fiables, les médecins du Centre de recherche en médecine radiologique, créé en octobre 1986 à Kiev, expliquent que le nombre des enfants atteints de cancer de la thyroïde reste en constante augmentation : 237 détectés en 1986, 1 270 en 2004. Les filles, sans explication, sont plus touchées que les garçons. Au total, le cumul des cas, 5 400 de 1990 à 2004, dépasse la plus pessimiste des prévisions, et les médecins redoutent quelques milliers supplémentaires.

Pour les autres cancers, essentiellement ceux qui affectent les adultes : hausse spectaculaire, mais flou statistique garanti, car rien n'oblige un médecin ou un



Des employées de la centrale de Tchernobyl mesurent leur taux de radiation avant d'entrer à la cantine.

hôpital à lier l'affection d'un patient à l'accident de Tchernobyl. Il leur est même discrètement conseillé de n'en rien faire, car une contamination reconnue implique une gratuité (théorique) des soins et la reconnaissance d'un « statut de liquidateur » donnant droit à une pension d'invalidité.

Pour tenter d'évaluer l'ampleur du désastre en Ukraine, les chercheurs en sont réduits à organiser une collecte de dents par le biais des dentistes et les morgues pour déterminer le nombre de gens gravement touchés par la radioactivité. En effet, les dents constituent une véritable mémoire des doses emmagasinées. Pour l'instant ils n'en ont reçu que 7 500, précisément parce que les malades ne sont pas tous répertoriés. Le nombre de cancers provoqués ou la surmortalité ne reposent donc sur aucune certitude.

Même difficulté, et mêmes raisons, pour répertorier les affections cardiaques, les leucémies et les suicides liés à l'accident et à ses suites. Depuis 1987, sans que les médecins ne se prononcent sur la cause, la durée moyenne de vie des Ukrainiens a diminué de presque trois ans. La confusion est encore plus saisissante pour les liquidateurs venus des autres républiques de l'URSS d'alors : ils n'ont pas vraiment été répertoriés et ne sont pratiquement jamais suivis médicalement. Combien sont-ils ? En l'espace de cinq minutes, le vice-ministre du ministère des Situations d'urgence, responsable de la « zone interdite », se contredit, annonçant le chiffre de 260 000 pour l'Ukraine, puis de 308 000 liquidateurs. Un statut qui englobe aussi bien l'activité de l'apparatchik bien au chaud dans un bureau de Kiev après l'accident que la participation à l'ensevelissement du réac-

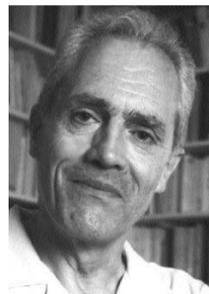
teur en fusion avec du sable et du plomb, ou son nettoyage avant la construction du sarcophage. Rien n'est clair, et les questions l'ennuient manifestement. Incidemment, tout comme le directeur adjoint du complexe de Tchernobyl, le vice-ministre regrette publiquement que les autres réacteurs de la centrale aient été fermés et que la construction des deux suivants ait été interrompue.

Après de nombreux séjours à Kiev, toujours pas de réponse précise : il y aurait eu entre 700 000 et plus d'un million de liquidateurs.

Il est presque aussi difficile de s'accorder sur le nombre de morts. Environ 4 000, annonce le communiqué présentant le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, dont les responsables ne tiennent pas à stigmatiser l'atome, même civil. Le chiffre paraît plausible à certains spécialistes du Centre médical de Kiev. Mais d'autres l'estiment nettement sous-évalué. Les spécialistes de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire français (IRSN), qui font des efforts de transparence, ne se mouillent pas trop. Mais ils font remarquer que s'ils ont participé à la rédaction du rapport, ils n'ont pas signé le communiqué. Un désaveu discret de la part de chercheurs qui travaillent depuis des années sur place... La réalité doit se situer autour de 20 000 décès. Et ce n'est évidemment pas le chiffre final, car les habitants et les liquidateurs continuent de mourir bien trop vite.

C. B.

(1) Les rems et les sieverts sont des unités de mesure de la radioactivité : 100 rems = 1 sievert.



ENTRETIEN

« Nier les décès est un crime éthique »

Scientifique et professeur de philosophie, Jean-Pierre Dupuy est l'auteur de « Retour de Tchernobyl, journal d'un homme en colère »*.

Il dénonce les manipulations de la vérité effectuées par les industriels du nucléaire sur Tchernobyl, au nom de leurs intérêts.

En quoi l'accident de Tchernobyl constitue-t-il un événement majeur de notre société technologique ?

Jean-Pierre Dupuy : Tchernobyl symbolise l'avenir énergétique et environnemental de la planète. Si nous voulons éviter une catastrophe climatique majeure, nous devons impérativement nous interdire d'extraire du sous-sol plus du tiers des ressources fossiles – pétrole, gaz et charbon – qui s'y trouvent encore enfouies. La nucléocratie mondiale le sait, et si elle agit tant, publiquement ou en sous-main, pour attirer l'attention sur la menace environnementale, c'est qu'elle y voit la grande chance du nucléaire civil. Son développement pose un véritable défi à la démocratie, au-delà même des questions de sécurité, de gestion des déchets ou de rareté des matériaux fossiles. La manière dont la catastrophe de Tchernobyl a été traitée par la technocratie, qui détient le véritable pouvoir dans nos sociétés occidentales, me fait fortement douter de la compatibilité du nucléaire civil avec les principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste.

On reste frappé par l'immense décalage entre les évaluations officielles et non officielles des impacts humains. Que traduit-il ?

Ce décalage est une manière efficace d'entrer dans le problème politique que je viens d'énoncer. L'estimation du nombre de manifestants contre le CPE dans les villes de France, ces jours-ci, varie du simple au triple selon les parties prenantes au conflit, forcément intéressées. Dans le cas de Tchernobyl, le rapport est de 1 à 10 000 ! Un véritable scandale pour l'esprit. Les rapports officiels concédaient, jusqu'il y a peu, quelques dizaines de décès. En Ukraine, j'ai entendu parler de centaines de milliers. Il serait trop simple de parler de mensonge. Je réfléchis, dans mon livre, à la question de l'effet des faibles doses radioactives sur les millions de personnes qui vivent dans les zones officiellement reconnues comme contaminées. Des questions scientifiques et éthiques se mêlent de façon inextricable. Il y a de bonnes raisons de penser que ces faibles doses ont, sur chacun, un effet non nul, mais imperceptible. Doit-on pour autant le compter pour zéro ? S'il est impossible de dire d'une personne mourant d'un cancer ou d'une leucémie qu'elle le doit à Tchernobyl, on peut défendre l'idée selon laquelle la probabilité qu'elle ait *a priori* de mourir de ces pathologies a été très légèrement accrue du fait de l'accident. Les dizaines de milliers de morts qu'aura, selon moi, causées la catastrophe nucléaire ne peuvent donc pas être nommées. La thèse officielle conclut qu'elles n'existent pas. Contrairement à ce qu'elle affirme, ce n'est pas la science qui dicte ce choix. Il est d'ordre éthique. Je considère qu'il constitue un crime.

Qu'est-ce qui fait de vous un « homme en colère », vingt ans après l'accident ?

En dépit de la folie du monde, je reste un penseur profondément rationaliste. Ce qui me met en colère, c'est l'impossibilité de discuter de façon argumentée de ces questions avec les représentants du nucléaire. Ils vous cataloguent d'emblée comme obscurantiste si vous osez mettre leur parole en doute. J'aime la science et la technique qui m'ont formé, et j'essaie simplement, en philosophe, de les penser. Plusieurs livres sortent sur la catastrophe à l'approche de son vingtième anniversaire, il n'y a pas lieu de s'en féliciter. Or, le lobby nucléaire français (EDF, Areva, CEA, services de radioprotection), prenant cela

pour une provocation, vient de lancer une campagne tous azimuts dans les médias, en réclamant partout un important temps de parole pour rétablir la « vérité ». Ce qui me fait peur, c'est que ces gens prouvent, malgré eux, la vérité de ce qu'annonçaient, il y a cinquante ans, des penseurs comme Hannah Arendt et Günther Anders. Nous sommes devenus capables de faire des choses – comme déchaîner les forces atomiques – que nous sommes incapables de penser. Seule la violence symbolique de la domination pourra garantir un semblant d'ordre.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PIRO
* *Seuil, 196 p., 9 euros, essai sur Tchernobyl, l'éthique et l'univers mental des technocrates.*

L'INSÉCURITÉ NUCLÉAIRE

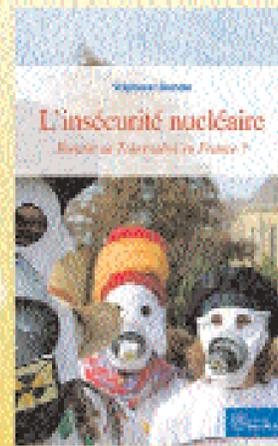
Bientôt un Tchernobyl en France ?

Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire"

Vieillesse, soumis à d'importantes restrictions budgétaires, le parc nucléaire pourrait sous peu causer un véritable "Tchernobyl français".

L'auteur fait un tour d'horizon complet et référencé des risques : défaillances diverses, incendies, séismes, négligences, transports, terrorisme, prolifération. Une passionnante enquête.

ISBN 9 782493 40 1 - 246 p. - 15 €



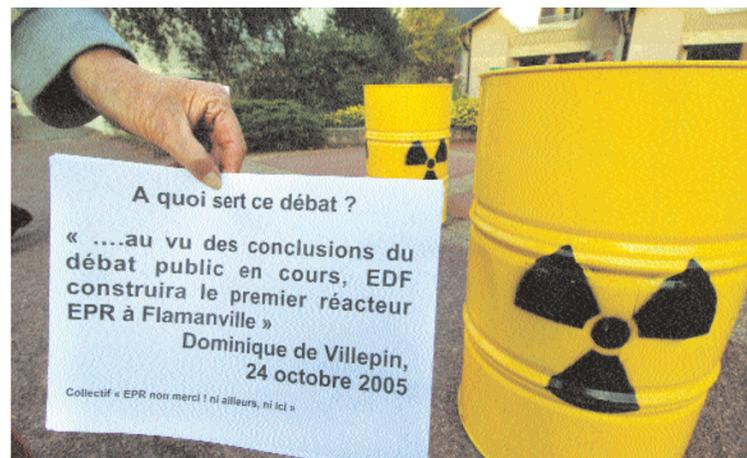
éditions
Yves Michel

CONCEPTS, TEMOIGNAGES, VISIONS DU MONDE
POUR DES ACTIONS CITOYENNES AU QUOTIDIEN

Catalogue gratuit et commandes + Tél. 04 92 05 52 26
ou sur www.souffledor.fr ou à commander chez votre libraire

Carte blanche au nucléaire ?

Président de Global Chance, une association anti-nucléaire, Benjamin Dessus imagine un scénario catastrophe : un programme ultra-prioritaire de relance massive du nucléaire mondial...



Manifestation à Caen à l'occasion d'un débat public sur la gestion des déchets et l'installation de l'EPR.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit pour 2030, avec les politiques actuelles, une augmentation de la consommation d'énergie de 60 % et des émissions de gaz carbonique (CO₂) de 70 % – 38 milliards de tonnes (Gt) contre 24 aujourd'hui. Or, les scientifiques nous disent que, pour éviter que le dérèglement climatique ne provoque des dégâts trop considérables, il faut impérativement faire culminer les émissions autour de 25 Gt vers 2020, puis les faire décroître rapidement jusqu'à 12 Gt environ en 2050. Quant aux géologues, ils nous présentent un plafond de la production pétrolière avant 2030, et à des valeurs bien inférieures à celles que l'AIE prend en considération.

Alors jouons le jeu des zéloteurs du nucléaire, qui le présente comme la réponse à ces impératifs : bâtissons un « Plan Manhattan » civil pour les pays industrialisés, assorti d'un « plan Marshall » d'aide aux pays en développement pour qu'ils se dotent au plus vite de centrales.

S'il s'agit d'une priorité planétaire, on la supposera acceptée par tous : plus question pour l'Allemagne de « sortir du nucléaire » ou pour l'Italie de prolonger son moratoire actuel. Pas question non plus d'exclure quiconque, et de trier parmi « bons » et « mauvais » pays sous des prétextes divers, politiques ou religieux. Pour cet exercice, ne considérons que des critères techniques liés aux caractéristiques des installations nucléaires – taille, fonctionnement, économie – et à l'importance des réseaux et de la consommation électrique des pays. Optons pour un scénario optimisé. Chaque fois que, d'ici 2030, la consommation d'électricité d'un pays atteint un seuil suffisant pour accueillir des centrales nucléaires de l'ordre de 1 000 mégawatts (MW) (puissance classique), on en implante

le maximum compatible avec l'évolution de cette consommation. Un parc secondé pour la production de base nécessaire par de « vieilles » centrales encore en état de marche ou de nouvelles sans émissions de CO₂ (hydraulique, éolien, etc.).

On fait l'hypothèse hardie qu'aucune autre contrainte ne vient contrarier ce développement, hormis un délai variable de cinq à douze ans selon les pays pour la mise en place des premières centrales, et un rythme de construction par pays jusqu'à deux fois celui adopté en France dans les années 1980.

La progression du nucléaire sera évidemment impressionnante ! Alors que l'AIE envisageait une quasi-stagnation de la production de cette filière en 2030 autour de 2 500 terawattheures (TWh), elle atteindrait 8 900 TWh, et le marché des centrales 100 gigawatt (GW) contre 3 GW ces dernières années : la panacée pour les industriels du nucléaire, qui verraient doubler le nombre de pays nucléarisés – 31 aujourd'hui.

À l'horizon 2030, la Russie aurait multiplié son parc par quatre, la Chine, à marche forcée, se doterait de 8 à 10 centrales par an. La capacité nucléaire installée en Asie dépasserait à elle seule la capacité mondiale actuelle ! L'Algérie, l'Iran, le Nigeria, le Bangladesh, le Mozambique, le Pérou, le Vietnam, etc., seraient dotés de parcs nucléaires importants. Victoire pour le climat et la gestion de nos réserves de pétrole ? C'est bien loin d'être le cas !

En 2030, l'économie d'émissions de CO₂ atteindrait... 3,4 Gt, soit moins de 9 % du total à cette date, alors qu'il faudrait en avoir économisé au moins cinq fois plus ! Cumulée, cette économie serait équivalente à environ six mois des émissions de 2030 ! Pour le pétrole, ce n'est pas mieux : des économies

cumulées de 4,9 gigatonnes équivalent pétrole (Gtep), 5 % de la consommation entre 2006 et 2030. Des gains bien inférieurs à ceux qu'apporterait un programme d'efficacité énergétique dans les seuls transports, avec limitation de la puissance des moteurs à 150 km/h et amélioration de 10 % de leur efficacité en trente ans ! Mais ce n'est pas tout...

Il faut d'abord trouver de quoi financer un tel effort, en particulier dans les pays les moins riches. Le coût d'investissement du nucléaire est 1,5 fois supérieur à celui des centrales à charbon, trois fois supérieur à celui des turbines à gaz. Comment, dès lors, convaincre la Chine ou l'Inde de renoncer à une bonne part de leur charbon très bon marché pour se reconverter massivement au nucléaire, à moins de les aider à hauteur suffisante ? Et l'Arabie Saoudite qui croule sous le pétrole et le gaz naturel ? Où trouver les 20 milliards d'euros d'aide nécessaires chaque année (30 % de l'aide publique actuelle au développement) ?

Pourtant, les problèmes de combustible, de sûreté, de sécurité et d'irréversibilité sont les plus préoccupants. Aujourd'hui, la machine nucléaire mondiale, qui consomme 60 000 tonnes d'uranium par an, en brûlerait presque trois fois plus d'ici vingt ans dans des centrales qui vivraient au moins jusqu'en 2080. Soit un besoin de l'ordre de 10 millions de tonnes d'uranium au moins jusqu'à la fin du siècle. Indépendamment du délai de mise en exploitation de nouvelles mines (dix à quinze ans), on bute bien avant sur l'épuisement des réserves. Cette stratégie impose donc de passer dès 2025 ou 2030 aux réacteurs dits « de génération IV » capables d'utiliser au mieux l'uranium en le brûlant avec du plutonium (à supposer qu'on parvienne à les mettre au point), éloignant ainsi le spectre de la pénurie de combustible. Mais le prix considérable à payer est un engagement mondial et sans retour dans une « civilisation du plutonium », avec des risques considérables de prolifération d'armes atomiques (au plutonium) et d'accidents. Sommes-nous prêts à voir se multiplier par 50 les quantités actuelles de plutonium extraites, transportées un peu partout sur la planète au péril de tenter des organisations terroristes ? Les risques d'accident vont se multiplier avec la dissémination des installations et des déchets, dont le stock global, en 2080, sera inéluctablement 30 fois supérieur à aujourd'hui.

Au bout du compte, on aboutira à un programme improbable, dangereux pour la planète et la paix, hors de prix pour la plupart des pays, sans impact significatif à moyen terme sur les émissions de CO₂, et porteur d'irréversibilités inquiétantes. Pour « sauver la planète », ou bien pour faire plaisir à quelques industriels ?

B. D.

En savoir plus

– **Tchernobyl mon amour**, Chantal Metellier, Actes Sud, 96 p., 22 euros. Une remarquable BD de l'actualité 2006 de la catastrophe.

– **Le Crime de Tchernobyl**, Wladimir Tchertkoff, Actes Sud, 720 p., 25 euros. Une lourde dénonciation de vingt ans de forfaits, par le réalisateur de **Controverses nucléaires et le Sacrifice**, disponibles en DVD (contact : eandreoili@vtx.ch).

– **La Philosophie de ma vie**, Youri Bandazhevsky, éd. Jean-Claude Gawsewitch, 317 p., 21 euros. Le journal de prison du célèbre scientifique biélorusse, incarcéré pendant quatre ans, et toujours assigné à résidence.

– **Tchernobyl en France**, Stéphane Lhomme, éd. Yves Michel, 256 p., 15 euros. Réquisitoire contre le nucléaire français, par un animateur du réseau **Sortir du nucléaire**. Il démonte les ressorts de la participation d'institutions françaises à des programmes destinés à « rendre la vie possible » après un accident comme Tchernobyl.

– **Atomic Park**, Jean-Philippe Desbordes, Actes Sud, 524 p., 23,90 euros. Une enquête sur toutes les victimes du nucléaire, avec un chapitre consacré à Tchernobyl.

– « **Destination Tchernobyl** », revue *Écologie et politique*, 32-2006, Syllepse, 207 p., 18 euros. Des historiens, sociologues, philosophes, etc. réfléchissent sur « l'humanité, otage de Tchernobyl ».

– **La Diagonale de Tchernobyl**, Brut de béton (04 73 68 46 15), 50 p., 10 euros. Sept écrivains parlent de l'indicible catastrophe. Au profit d'une marche « diagonale » de Cherbourg à Tchernobyl.

ESSAIS

Émeutes des banlieues : le temps de l'analyse

Des sociologues, des philosophes et des élus reviennent dans plusieurs essais sur les récentes émeutes en banlieue. Ils s'opposent autant au discours sécuritaire qu'aux clichés des intellectuels médiatiques. Enfin.

Dans un bref pamphlet, Yann Moulier-Boutang fut le premier intellectuel français à réagir, dès le mois de décembre dernier, aux « émeutes » des banlieues. Il commençait son livre, *La Révolte des banlieues ou les habits nus de la République* (1), en rapportant sa surprise lorsque, rentrant à la mi-novembre d'un voyage en Amérique latine, il découvrait le silence « étrange et inquiétant » des « vrais intellectuels ». Rares furent en effet les philosophes, écrivains ou essayistes à s'exprimer, à chaud ou quelque temps après, sur des événements dont le sociologue Laurent Mucchielli rappelle qu'ils sont « les plus importantes agitations sociales et politiques depuis Mai 68 ». On ne reviendra évidemment pas sur les propos insultants de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, qui tenait la « polygamie » (des pères des incendiaires) pour la cause principale des violences, cette « explication » étant également soutenue par Nicolas Sarkozy ; le ministre du Travail, Gérard Larcher ; ou le président du groupe UMP à l'Assemblée, Bernard Accoyer. De même, les fantasmes naseabonds de « racisme anti-Blanc » révélèrent un nouveau paranoïaque nommé Alain Finkielkraut. Il semble surtout dans ce cas qu'on ait assisté à un « pétage de plombs ». Le mot est de François Gêze dans un article très documenté du dernier numéro de la revue *Mouvements*, analysant la couverture médiatique des émeutes de novembre, où seuls les « intégristes de la République » et quelques éditorialistes de droite (Adler, Imbert ou Slama) eurent la parole. Pour le directeur des éditions La Découverte, on voit là les « effets de la mutation médiatique de la figure des intellectuels » en cours depuis plus de vingt ans, qu'avait jadis dénoncée Pierre Bourdieu.

Les mois ont passé et quelques « vrais intellectuels » osent heureusement prendre la plume : une livraison d'ouvrages de très bonne tenue (la plupart collectifs) tente de faire taire, par des travaux sérieux, ces énormités, même si on retrouve souvent, d'un livre à l'autre, les mêmes auteurs. François Gêze salue d'ailleurs ce « miracle » qui veut qu'on entende enfin, après les « habituels essayistes et militants islamophobes de droite ou de gauche » ou les « pseudos experts en terrorisme », les voix des « sociologues des banlieues (comme Laurent Mucchielli, Patrick Simon ou Stéphane Beaud...) qui travaillent depuis des années sur le terrain et dont les analyses "dissidentes" étaient jusque-là confinées, au mieux, aux audiences de France Culture... »



Quand on est néantisé, il est tentant d'anéantir...

Tout d'abord, du côté des revues, outre *Mouvements*, *Lignes* se penche en profondeur sur ces événements complexes en multipliant les points de vue. On se contentera de citer le très bel article de Jean-Paul Dollé « *La révolte du rien* », qui, faisant écho à son remarquable dernier livre (2), avance une explication des actes de destruction par le feu qui ont eu lieu : « Quand on n'est rien, il est tentant – tentation facile à transformer en actes – d'anéantir, pour que le néant ainsi obtenu procure au moins la satisfaction maligne de rendre visible le rien auquel on est assigné. » Il faut ensuite signaler un livre à part, qui reflète le point de vue des Indigènes de la République, même si son auteur, Sadri Khiari, docteur en sciences politiques et Tunisien réfugié de la dictature du président Ben Ali, prend bien garde de préciser qu'il n'écrit pas au nom de ce collectif né de l'Appel homonyme. Très combatif, l'auteur veut « inventer une politique de la racaille », puisque c'est le terme qui a « mis le feu aux poudres », en permettant « l'émergence d'une expression politique et organisée de la colère des populations issues de l'immigration ». Déniant toute coïncidence à la réponse gouvernementale – l'instauration de l'état d'urgence grâce à une loi de 1955 –, il s'agit, selon lui, de mettre en évidence le fait que les « émigrés-immigrés » (pour reprendre le concept du sociologue Abdelmalek Sayad) sont aujourd'hui « enfermées dans des rapports sociaux et politiques hérités directement de la domination coloniale », à laquelle viennent s'ajouter d'autres « modes de domination », du fait du capitalisme globalisé. Si l'ouvrage peut parfois choquer par sa véhémence, il faut pourtant reconnaître que son argumentation est d'une remarquable rigueur, expliquant parfaitement son positionnement « anti-postcolonial »...

Particulièrement riche, un autre ouvrage propose une lecture politique des émeutes des banlieues : coédité par le mensuel *Regards* et les éditions La Dispute, *Banlieue, lendemains de révolte*, rassemble des articles de personnalités politiques (Patrick Braouze, Clémentine Autain, Christiane Taubira), de sociologues (Laurent Mucchielli, François Dubet), de la magistrate Évelyne Sire-Marin (du Syndicat de la magistrature) ou de l'architecte Paul Chemetov. Cette diversité des points de vue veut « (r)éveiller les désirs de construire d'autres possibles » grâce à un « décryptage de l'électrochoc des banlieues ». Mais, élue à Paris, Clémentine Autain met d'abord en garde ses collègues : « La gauche a intérêt à prendre rapidement la mesure des bouleversements à l'œuvre et à repenser sa conception de la démocratie, de l'universalisme et de la République ». Espérons-le !

Enfin, l'ouvrage dirigé par Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou est sans doute celui qui propose l'analyse la plus poussée de la crise survenue en novembre dernier. Laurent Mucchielli montre avec brio que la source quotidienne du sentiment d'humiliation des jeunes de banlieue, à la base de la révolte qui a eu lieu, est bien « leur relation avec la police » et appelle à une vraie réflexion sur ce sujet, trop souvent occulté. Surtout, les auteurs mettent en garde : « À leur façon, ces jeunes émeutiers nous envoient un message de type politique, au sens le plus noble du terme. Ils nous interpellent sur leur place et leur avenir dans la société française. » Et de demander à « redéfinir avec eux [les habitants des quartiers populaires], et non contre eux, les fondements d'un nouveau contrat social ». Il y a urgence.

OLIVIER DOUBRE

Pour une politique de la racaille. Immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieues, Sadri Khiari, Textuel, 176 p., 17 euros.
Banlieue, lendemains de révolte, collectif, coédition La Dispute/Regards, 160 p., 9 euros.
Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005, Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli (dir.), La Découverte, « Sur le vif », 160 p., 8,50 euros.
Revue Mouvements, n° 44 « Émeutes, et après ? », mars-avril 2006, La Découverte, 13 euros.
Revue Lignes, n° 19 « Le soulèvement des banlieues », fév. 2006, 240 p., 17 euros.
(1) La Révolte des banlieues ou les habits nus de la République, Amsterdam, 112 p., 5 euros (voir *Politix* n° 887).
(2) Le Territoire du rien ou la contre-révolution patrimonialiste, éd. Lignes, 176 p., 17 euros